

# Résumé à l'attention des citoyens Programme de Développement Rural FEADER de la Région PACA

## Eléments de contexte

L'année 2014 a été consacrée à la poursuite des négociations avec la Commission Européenne, l'Etat, la Région et le partenariat régional pour l'élaboration du Programme de Développement Rural Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020, ainsi qu'à la poursuite de la mise en place de l'organisation régionale pour la prise en charge des nouvelles missions d'Autorité de gestion et la mise en œuvre de la période transitoire.

Le Programme de Développement Rural a été adopté le 14 août 2015, peu après l'adoption du cadre national, dont la négociation s'est prolongée durant le premier semestre 2015.

## **1. Un outil au service du développement rural**

La politique agricole commune (PAC) est la réponse de l'Europe au besoin de garantir un niveau de vie décent à 12 millions d'agriculteurs et un approvisionnement alimentaire stable, sûr et sain à ses 500 millions de citoyens. La PAC renforce la compétitivité et la viabilité de l'agriculture de l'Europe en prévoyant des paiements directs et des mesures de marché en faveur des agriculteurs, et elle finance des programmes pour le développement des zones rurales dans l'Union.

Pour la période de programmation 2014-2020, plus de 11 milliards d'euros du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) seront investis dans les zones rurales françaises.

Pour ce qui concerne la région Provence Alpes Côte d'Azur, 476 millions d'euros seront mobilisés sous la responsabilité directe du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, nouvelle Autorité de Gestion de ce programme, à partir d'une stratégie définie dans le cadre d'un Programme de Développement Rural Régional (PDR FEADER).

Dans ce cadre, un volet national encadre plusieurs mesures jugées d'importance nationale, comme l'installation des jeunes agriculteurs, les mesures agroenvironnementales ou encore le soutien aux zones soumises à des contraintes naturelles et spécifiques. Pour les mesures nationales, les conditions d'octroi de l'aide sont les mêmes dans toutes les régions. En revanche, pour les actions décentralisées, les régions peuvent définir les conditions d'accès à ces mesures.

De manière pratique, les crédits européens relevant du PDR FEADER sont ouverts progressivement à l'ensemble des acteurs régionaux, publics et privés, par le biais, notamment, d'appels à candidature. Cette modalité permet non seulement de garantir la transparence et l'égalité de traitement des porteurs de projets, mais aussi de mieux piloter la programmation, de choisir le rythme d'ouverture des appels et des enveloppes de crédits européens dédiées.

L'ensemble de ces mesures est géré et mis en œuvre sous la responsabilité de la Région, par ses propres services instructeurs et les Directions Départementales des Territoires.

Par ailleurs, la Région a, dans le cadre de la démarche LEADER, délégué la gestion de 25M d'euros de FEADER au plus près des territoires ruraux, à des Groupes d'action locale, pour le financement de stratégies locales de développement, élaborées de manière concertée par les acteurs locaux, publics et privés.

L'utilisation des fonds européens est contrôlée à plusieurs niveaux, et chaque opération doit concourir à l'atteinte des objectifs globaux du programme. L'évaluation est intégrée au cœur de chaque dispositif, avec des rendus précis attendus en fonction de critères de résultats prédéfinis, ceci dans le souci constant d'utiliser au mieux ces crédits.

L'exigence qui entoure la gestion de ces crédits n'a qu'un seul but : garantir la bonne utilisation des fonds européens et pouvoir en rendre compte auprès des citoyens.

## **2. Les priorités du programme de développement rural Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020**

Le Programme de Développement Rural FEADER de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se décline en mesures nationales et régionales.

### **2.1. Mesures nationales**

Les mesures nationales comprennent les mesures dites « surfaciques », c'est-à-dire celles qui permettent de **compenser les handicaps naturels** (ICHN), de **favoriser les pratiques agroenvironnementales** (MAEC et PAEC) et de **développer l'agriculture biologique**.

Le maintien voire le développement d'une activité agricole viable dans les zones caractérisées par des handicaps (altitude, pente, sols, climat...) est en effet crucial pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. En outre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la plus riche de France métropolitaine en termes d'espèces et d'habitats, en raison de la diversité des conditions géologiques, climatiques et de relief. Les activités agricoles sont l'un des facteurs déterminants du maintien de cette biodiversité.

307 millions d'euros seront consacrés à ces mesures, soit près de 65% des opportunités de financement dans le cadre du FEADER.

59 millions d'euros sont par ailleurs réservés pour les mesures dites « non surfaciques », c'est-à-dire la **protection des exploitations contre les attaques du loup**, le soutien à **l'installation des jeunes agriculteurs** et la **protection des sites à haute valeur naturelle** « Natura 2000 ».

### **2.2. Mesures régionales**

Les principales mesures comprises dans ce cadre concernent la **modernisation des exploitations** (équipements, rénovation, performance énergétique) et les **investissements dans l'irrigation**.

Il s'agit notamment d'accompagner les projets des entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles, d'améliorer la compétitivité des exploitations agricoles à travers leur performance énergétique, ou encore d'adapter les exploitations aux exigences environnementales et réglementaires. Les filières comme **l'élevage**, les **productions végétales** et les **industries agro-alimentaires** sont notamment ciblées par certaines mesures.

32 millions d'euros sont dévolus à ces enjeux.

D'autres mesures font également l'objet de dotations financières importantes.

Ainsi, l'amélioration de la compétitivité est encouragée par le **soutien à l'innovation** et à la **formation**.

**L'emploi** est également une priorité, avec des mesures indirectes mais également des mesures directes pour financer **l'installation des agriculteurs** et la **protection du foncier agricole**. Une dotation spéciale est par ailleurs réservée pour le **financement des petites exploitations**.

**Le maintien du pastoralisme** est encouragé par le financement d'équipements pastoraux collectifs et de programmes d'études.

De même, la **gestion des forêts** est au cœur d'une stratégie visant à sa protection (**défense contre les incendies**), la modernisation de son exploitation (**soutien aux entreprises sylvicoles et d'exploitation forestière**), et la garantie de sa reconstitution (**stratégies de gestion, reconstitution des peuplements, protection contre les risques naturels**).

Enfin, le **développement rural** est l'objet d'une attention toute particulière avec d'une part près de 10 millions d'euros affectés au développement du **tourisme**, du **patrimoine** et des **événements culturels**, et au soutien envers les petits commerces de base dans les villages.

D'autre part, 25 millions d'euros sont consacrés à la démarche **LEADER**, dans le but de fédérer les acteurs locaux publics et privés autour de projets communs financés par le FEADER et contribuant à la réalisation d'une stratégie de développement définie à l'échelon local.

### **3. Etat d'avancement de la mise en œuvre du PDR FEADER PACA**

Les enquêtes d'opinion concernant la connaissance des fonds européens par les citoyens ont mis en évidence un manque d'information et une incompréhension des différents circuits de décision.

Jugé trop complexe par de nombreux acteurs qui pourraient pourtant y prétendre, l'accès à ces fonds a dès lors été considérablement simplifié.

Un site unique, **[www.europe.regionpaca.fr](http://www.europe.regionpaca.fr)** recense tout ce qu'il faut savoir pour y accéder.

Ainsi tous les appels à propositions sont listés, les projets financés sont progressivement recensés, et une équipe dédiée, avec un numéro unique, est chargée d'orienter les porteurs de projets potentiels, de clarifier et de simplifier les informations. Près de 500 porteurs de projets potentiels ont d'ailleurs d'ores et déjà été accueillis depuis le lancement de la programmation.

En complément, de nombreuses réunions relatives aux opportunités de financements dans le cadre du FEADER ont été organisées sur l'ensemble du territoire, réunissant au total plus de 2600 participants : 4 réunions du Réseau Rural Régional, 7 séminaires territoriaux décentralisés et 15 séminaires dédiés à des thématiques spécifiques.

Un guide du candidat est par ailleurs disponible sur le site internet, et des formations sont régulièrement organisées pour les porteurs de projets retenus.

Enfin, le Réseau rural régional est un espace ouvert à tous les acteurs du développement rural, afin de soutenir professionnels, habitants et territoires dans leurs initiatives en faveur du développement rural de la région.

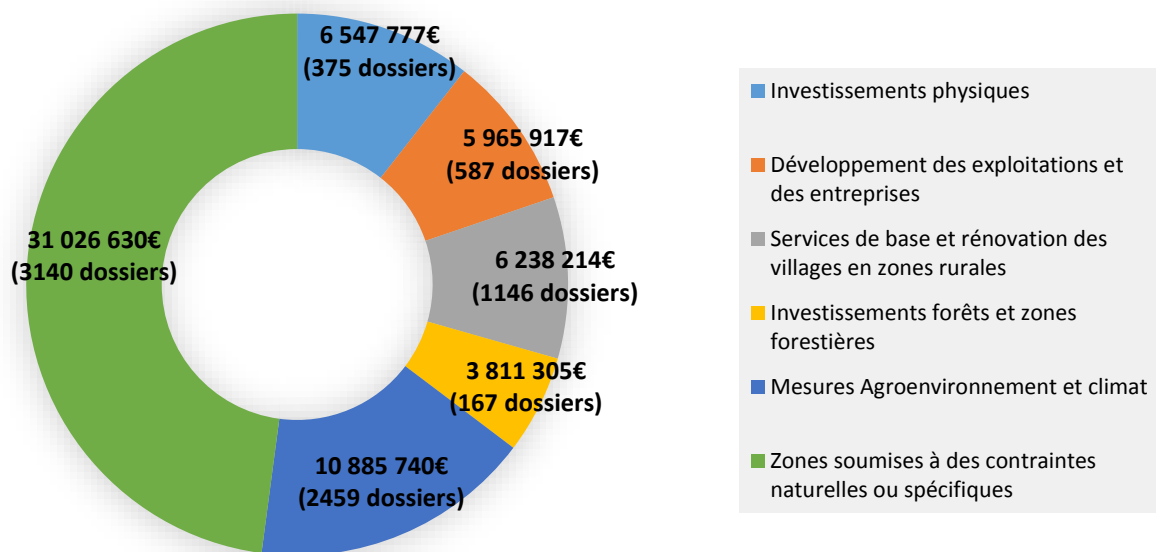
Cette nouvelle organisation a permis d'enclencher une bonne dynamique de programmation. Ainsi à la fin du mois de mai 2016, **66 millions de FEADER ont pu être programmés** soit 14% de l'enveloppe.

La Région n'a pas attendu l'adoption formelle du PDR FEADER PACA par la Commission Européenne, le 14 août 2015, pour démarrer la programmation. Elle a décidé d'anticiper cette échéance afin de répondre aux attentes des agriculteurs et des acteurs du développement rural du territoire.

Ainsi, 15 appels à propositions ont été lancés par anticipation en 2015, portant sur la mise en œuvre de 15 types d'opérations. Suite à l'adoption du programme, l'ensemble des mesures ont ensuite fait l'objet d'une ouverture progressive, et 26 nouveaux appels à projets ont été lancés par la suite.

Néanmoins, aucune des mesures surfaciques n'a pu être instruite, ni programmée, ni a fortiori, donner lieu à des paiements. En effet, les services instructeurs de l'Etat, en charge de l'instruction de ces mesures, ont été entièrement mobilisés par ce dernier pour la mise en œuvre des mesures relevant de sa responsabilité en matière de soutien aux marchés et aux revenus des exploitants agricoles.

## Avancement du Programme Régional FEADER Montants et nombre de dossiers programmés



Parallèlement au lancement de la programmation, les Autorités de Gestion ont dû commencer à paramétrer l'outil informatique OSIRIS, afin de sécuriser la programmation.

Ce chantier a connu de grandes difficultés.

Par contre, le programme LEADER est en bonne voie puisque 13 Groupes d'action locale (GAL) ont été sélectionnés en 2015 sur le territoire régional pour animer une « stratégie de développement local » autour des 2 axes thématiques suivants : promouvoir le développement économique par la valorisation des ressources du territoire; renforcer l'attractivité des territoires ruraux par le maintien et le développement des services.

Parallèlement, un chantier national a permis de définir un modèle de convention à passer avec chaque GAL, au mois d'octobre 2015.

Les travaux de conventionnement ont débuté au mois de juillet 2015. Ils visent à assurer la contrôlabilité et la conformité des fiches actions déclinant la stratégie de développement local de chaque GAL. Ils visent également à sécuriser la future programmation, en sécurisant l'organisation interne et les circuits de gestion de chaque GAL. Ces travaux s'achèveront par la conclusion d'une convention avec chaque GAL, en 2016.

En 2016, ces GAL vont pouvoir œuvrer à la sélection des opérations qui seront financées sur chacun de ces territoires de projets.

Au regard des nombreuses opportunités de financement qui sont ainsi ouvertes, la Région Provence Alpes Côte d'Azur a ainsi montré sa capacité à s'imposer comme l'acteur légitime et désormais incontournable pour la mise en œuvre de ces nouveaux programmes européens régionaux.

A travers le PDR FEADER de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Europe apporte une contribution majeure à l'évolution indispensable de notre territoire, et aux enjeux auquel il est confronté.